

Art. 11. Artikel 32 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1995 betreffende de erkenning en de betoelaging van de diensten van geestelijke gezondheidszorg en artikel 35 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1995 betreffende de erkenning en de betoelaging van de diensten actief inzake druggebruik zijn ingetrokken.

Art. 12. Het College bepaalt de dag van inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Brussel, 30 april 2004.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie keurt het decreet goed dat is aangenomen door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid.

E. TOMAS,

Minister-Voorzitter van het College

J. SIMONET,

Lid van het College

D. GOSUIN,

Lid van het College

W. DRAPS,

Lid van het College

A. HUTCHINSON,

Lid van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2150

[C — 2005/31284]

14 AVRIL 2005. — Arrêté 2005/4 du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes et initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé et notamment ses articles 4, § 1^{er}, 5, 10, et 12;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 29 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 1^{er} février 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 14 avril 2005;

Vu l'avis 37.401/4 du Conseil d'Etat donné le 13 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège chargés de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

le décret : le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé;

le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

le Membre du Collège : le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille ou le Membre du Collège chargé de la Santé;

l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour calculer le montant de la subvention suivant les règles fixées à l'article 4 du décret et dans le présent arrêté.

CHAPITRE II. — Dispositions générales relatives aux subventions

Art. 3. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à :

1^o 800 € par m² et 450 m² maximum pour les centres de planning familial, les centres d'action sociale globale, les services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, les services de santé mentale, les services actifs en matière de toxicomanies, les maisons médicales, les services d'aide à domicile, les services de soins palliatifs et continués, les centres de coordination de soins et services à domicile, les centres d'écoute téléphonique et les organismes de coordination;

2^o 30.000 € par place agréée pour les initiatives d'habitations protégées;

3^o 25.000 € pour les travaux effectués lorsque le demandeur est locataire.

Le montant maximum subsidiable est établi à la date du 1^{er} janvier 2004 et ne comprend ni les droits d'enregistrement et frais d'actes notariaux ni les postes visés à l'article 37.

§ 2. Le montant maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$$p = P \times \left(0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right)$$

Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2004 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2004;

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2004.

Art. 4. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée n'entrent pas dans le calcul du montant maximum subsidiable.

CHAPITRE III. — *Octroi de subventions à l'achat de bâtiments*

Art. 5. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour l'achat d'un bâtiment.

Cette demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association demanderesse;

2° La preuve que l'association demanderesse est un centre de planning familial, un centre d'action sociale globale, un service d'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, un service d'aide à domicile, un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, une maison médicale, un service de soins palliatifs et continués, un centre de coordination de soins et services à domicile, un centre d'écoute téléphonique, un organisme de coordination et une initiative d'habitations protégées agréés par la Commission communautaire française;

3° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat du bâtiment, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens comprenant des plans ou croquis et un relevé des surfaces, ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport;

4° Un avis du service régional d'incendie sur la sécurité du bâtiment, compte-tenu de sa destination;

5° Une estimation de la valeur du bâtiment;

6° Une estimation des travaux d'extension, d'aménagement, de rénovation ou de grosses réparations à réaliser éventuellement;

7° Une attestation établissant la preuve que l'association demanderesse est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux éventuels;

8° Un extrait de la matrice cadastrale.

Art. 6. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention à l'achat et à l'aménagement éventuel du bâtiment.

Art. 7. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de demande de décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 8. La demande de décision définitive d'octroi de subvention comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association demanderesse;

2° Le prix de la vente;

3° L'estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;

4° Un bulletin de virement annulé.

Art. 9. Le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe son montant.

Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que le montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs majorée des frais d'actes et des droits d'enregistrement réduits en proportion de la valeur prise en compte pour le calcul de la subvention

Art. 10. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 11. La liquidation de subvention intervient après l'enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'avant-projet des éventuels travaux à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

1° La copie de l'acte d'achat enregistré;

2° Le relevé des frais d'acte notariaux.

CHAPITRE IV. — *Octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement*

Art. 12. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que leur équipement et leur ameublement.

Art. 13. La demande comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association demanderesse;

2° La preuve que le maître de l'ouvrage est un centre de planning familial, un centre d'action sociale globale, un service d'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, un service d'aide à domicile, un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, une maison médicale, un service de soins palliatifs et continués, un centre de coordination de soins et services à domicile, un centre d'écoute téléphonique, un organisme de coordination ou une initiative d'habitations protégées agréé par la Commission communautaire française;

3° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;

4° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés et l'achat des équipements et mobiliers proposés, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport.

Art. 14. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel l'avant-projet des travaux doit être introduit.

Art. 15. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 16. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments suivants :

1° Les documents administratifs :

a) La délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet;

b) L'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;

c) L'avis du service d'incendie;

d) Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux.

e) le titre de propriété ou d'emphytéose du bâtiment ou le bail locatif et la convention visée à l'article 8, 2°, du décret du 13 mai 2004.

2° Les plans :

a) Le plan général d'implantation indiquant :

les courbes de niveau;

- l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;

- le tracé des égouts;

- le chemin d'accès;

- les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique.

b) Le profil en long des égouts;

c) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 pour cent y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° La liste et les estimations des entreprises qui seront attribuées séparément;

5° Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Art. 17. Le Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis et fixe le coût maximum subsidiable.

Art. 18. Dans la mesure où les centres de planning familial, centres d'action sociale globale, services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, services de santé mentale, services actifs en matière de toxicomanies, maisons médicales, services d'aide à domicile, services de soins palliatifs et continués, centres de coordination de soins et services à domicile, centres d'écoute téléphonique, initiatives d'habitations protégées et les organismes de coordination doivent se conformer à la législation sur les marchés publics, l'établissement des projets et la passation des marchés doivent être conformes à celle-ci.

Art. 19. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 20. Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation.

2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le modèle de soumission. et le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire;

3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° Une attestation du service d'incendie certifiant que le projet répond aux normes réglementaires;

5° Le devis estimatif établi par article du métré récapitulatif ou de l'inventaire.

Art. 21. Le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Art. 22. L'administration est avisé en temps utile de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 23. Le demandeur transmet à l'administration le dossier d'attribution du marché.

Art. 24. Le dossier comprend les documents suivants :

- 1° Le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'attribution;
- 2° Les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;
- 3° Les offres déposées et leurs annexes;
- 4° Copie de l'offre retenue;
- 5° Le procès-verbal d'ouverture des offres;
- 6° Le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication;
- 7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire;
- 8° Un bulletin de virement annulé.

Art. 25. Au terme de cette procédure, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 26. Dans la mesure où les centres de planning familial, centres d'action sociale globale, services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, services de santé mentale, services actifs en matière de toxicomanies, maisons médicales, services d'aide à domicile, services de soins palliatifs et continués, centres de coordination de soins et services à domicile, centres d'écoute téléphonique, initiatives d'habitations protégées et les organismes de coordination doivent se conformer à la législation sur les marchés publics, les marchés sont exécutés conformément aux dispositions en vigueur en matière de marchés publics et dans le respect des conditions particulières reprises ci-après.

Art. 27. L'ordre de commencer les travaux ou de livrer les fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 28. A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le maître de l'ouvrage.

Art. 29. Les états d'avancement et les états cumulatifs correspondants à ceux-ci doivent être régulièrement dressés et tenus sur le chantier, à la disposition de l'administration.

Art. 30. Des acomptes sur subvention sont liquidés au maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'engagement initial, sur présentation des états d'avancement, des factures, des lettres de créance y afférentes et des tableaux justifiant le délai d'exécution.

Art. 31. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables indépendants de la volonté du maître de l'ouvrage et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent éventuellement bénéficier d'une subvention complémentaire.

Art. 32. Les prolongations de délais doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'entrepreneur ou du fournisseur et d'une délibération du maître de l'ouvrage, les interruptions doivent faire l'objet d'ordres écrits d'arrêt et de reprise ainsi que de justifications. Ces documents sont joints aux factures des périodes concernées.

Art. 33. Le maître de l'ouvrage procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception.

Art. 34. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est liquidé au maître de l'ouvrage.

Art. 35. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 36. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants :

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° Un tableau récapitulatif des états d'avancement;
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
- 7° Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau - gaz - électricité;
- 8° Eventuellement la facture du compte final.

Art. 37. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

1° Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 24 à 27;

2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 7 pour cent. du total des montants repris sub 1° et 2°;

4° Le coût des essais géotechniques éventuels;

5° Le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 38. Le Collège approuve le compte final de l'entreprise et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 39. Le décret de la Commission Communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes et initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé prend ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 40. Le présent arrêté prend ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 41. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille et le Membre du Collège compétent pour la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 2005.

Par le Collège :

B. CEREXHE,

Président du Collège, chargé de la Santé et de la Fonction publique

E. KIR,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 2150

[C — 2005/31284]

14 APRIL 2005. — Besluit 2005/4 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid, en inzonderheid op de artikelen 4 § 1, 5, 10, en 12;

Gelet op het advies van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen, gegeven op 29 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspectrice van Financiën, gegeven op 1 februari 2005;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 14 april 2005;

Gelet op het advies 37.401/4 van de Raad van State gegeven op 13 juli 2004, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Leden van het College belast met Sociale Acties, Gezinnen en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onderhavig besluit regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid;

het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

het Lid van het College : het Lid van het College belast met Sociale Acties, Gezinnen of het Lid van het College belast met Gezondheid;

- het bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

- het maximum subsidieerbaar bedrag : het maximum bedrag van de aankopen en werken die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het bedrag van de toelage volgens de in artikel 4 van het decreet en in onderhavig besluit bepaalde regels.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen betreffende de toelagen*

Art. 3. § 1. Het maximum subsidieerbaar bedrag wordt vastgesteld op :

1° 800 € per m² en maximum 450 m² voor de centra voor gezinsplanning, de centra voor globale sociale acties, de diensten voor de opdrachten van bijstand, enerzijds aan de slachtoffers en hun naasten en anderzijds aan de beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten actief inzake druggebruik, de medische huizen, de diensten voor thuishulp, de diensten voor palliatieve en voortgezette zorgen, de coördinatiecentra voor verzorging en diensten voor thuishulp, de centra voor telefonische opvang, en de coördinatie-instellingen

2° 30.000 € per erkende plaats voor de initiatieven van beschut wonen;

3° 25.000 € voor de werken verricht wanneer de aanvrager huurder is.

Het maximum subsidieerbaar bedrag wordt vastgesteld op datum van 1 januari 2004 en omvat noch de registratierechten noch de kosten van notariële akten of de in artikel 37 bedoelde posten.

§ 2. Het maximum subsidieerbaar bedrag volgt de schommelingen van de lonen en sociale lasten, de index van de materialen en van de over het algemeen om het even welke belastingen. De formule voor de actualisering van de kosten is de volgende :

$$p = P \times \left(0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right)$$

In deze formule is :

'p' het bedrag van de uitgave goedgekeurd op de datum van indiening van de offerten; 'P' het op 1 januari 2004 geactualiseerd bedrag van de goedgekeurde uitgave 'p';

's' en 'S' vertegenwoordigen de officiële lonen in de bouw, voor categorie A, respectievelijk van toepassing tien dagen voor de datum van indiening van de offerten en op datum van 1 januari 2004;

'i' en 'I' vertegenwoordigen de index van de materialen, respectievelijk voor de maand van indiening van de offerten en voor de maand januari 2004.

Art. 4. De contractuele prijsherzieningen, die voortvloeien uit de schommelingen van de lonen en sociale lasten, evenals van de materialen zoals deze voortkomen uit de toepassing van het bijzonder bestek, dat de gesubsidieerde aaneming regelt, komen niet tussen in de berekening van het maximum subsidieerbaar bedrag.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van toelagen voor de aankoop van gebouwen*

Art. 5. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag van principieel akkoord in voor de aankoop van een gebouw. Deze aanvraag van principieel akkoord omvat de volgende documenten :

1° de beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging die de aanvraag verricht;

2° het bewijs dat de vereniging, die de aanvraag indient, een centrum voor gezinsplanning, een centrum voor globale sociale acties, een diensten voor de bijstand aan slachtoffers, beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, een dienst voor thuishulp, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst actief inzake druggebruik, een medisch huis, een dienst voor palliatieve en voortgezette zorgen, een coördinatiecentrum voor verzorging en diensten voor thuishulp, een centrum voor telefonische opvang, een coördinatie-instelling of een initiatief van beschut wonen is dat is erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;

3° een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de aankoop van het gebouw rechtvaardigen, met name met verduidelijking van de noden op het te bedienen grondgebied, rekening houdend met de vooruitzichten en de dekking van bestaande instrumenten op dit grondgebied. Deze omvat de situatieschets, de beschrijving van de plaatsen en goederen, met inbegrip van de plannen of schetsen en een opmeting van de oppervlakten, evenals een nota betreffende de toegangswegen en vervoermiddelen;

4° een advies van de gewestelijke brandweer over de veiligheid van het gebouw, gelet op de bestemming ervan;

5° een raming van de waarde van het gebouw;

6° een raming van de uitbreidings-, inrichtings- en renovatiewerken, of van de grote herstellingswerken die eventueel dienen te worden uitgevoerd;

7° een attest dat aantoont dat de vereniging in de mogelijkheid verkeert om bij te dragen tot de financiering van de aankoop en van de eventuele werken;

8° een uittreksel uit de kadastrale legger.

Art. 6. Het College hecht zijn principieële goedkeuring aan de toekenning van een toelage voor de aankoop en de eventuele inrichting van het gebouw.

Art. 7. De aanvrager dient bij het bestuur een dossier in voor de aanvraag van de definitieve beslissing wat betreft de toekenning van de toelage.

Art. 8. De aanvraag van de definitieve beslissing wat betreft de toekenning van de toelage omvat de volgende documenten :

1° de beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging die de aanvraag verricht;

2° de verkoopprijs;

3° de raming van de registratierechten en de aktekosten;

4° een geannuleerd stortingsbulletin.

Art. 9. Het College neemt de definitieve beslissing tot toekenning van de toelage en bepaalt het bedrag ervan.

Het bedrag van de toelage wordt berekend op basis van de aankoopprijs verhoogd met de registratierechten en de aktekosten, op voorwaarde evenwel dat het aankoopbedrag noch de handelswaarde overtreft, zoals deze is kunnen worden vastgesteld door het Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen of door de Ontvanger van de Registratie, noch het maximum subsidieerbaar bedrag.

De toelage wordt berekend op basis van de laagste van deze drie waarden, verhoogd met de aktekosten en de registratierechten beperkt naar rato van de waarde die aanmerking wordt genomen voor de berekening van de toelage.

Art. 10. De akte van aankoop mag slechts worden verleden na de definitieve beslissing wat betreft de toekenning van de toelage..

Art. 11. De uitkering van de toelage heeft plaats na de registratie van de akte van aankoop en na goedkeuring van het voorontwerp van de werkzaamheden die eventueel in het gebouw dienen te worden uitgevoerd, op voorlegging van de volgende documenten :

1° de kopie van de geregistreerde akte van aankoop;

2° het overzicht van de kosten van de notariële akte.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van toelagen voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of voor de grote herstellingswerken aan gebouwen, evenals voor uitrusting en bemeubeling*

Art. 12. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag in voor een principiële akkoord voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of grote herstellingswerken aan gebouwen, evenals voor hun uitrusting en meubilair.

Art. 13. De aanvraag omvat de volgende documenten :

1° de beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging die de aanvraag verricht;

2° het bewijs dat de bouwheer een centrum voor gezinsplanning, een centrum voor globale sociale acties, een dienst voor de bijstand aan slachtoffers, beschuldigden en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, een dienst voor thuishulp, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst actief inzake druggebruik, een medisch huis, een dienst voor palliatieve en voortgezette zorgen, een coördinatiecentrum voor verzorging en diensten van thuishulp, een centrum voor telefonische opvang, een coördinatie-instelling of een initiatief van beschut wonen is dat is erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;

3° een attest dat aantoont dat de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag van principiële akkoord nog niet werden besteld;

3° een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de uitvoering van de voorgestelde werken en de aankoop van de voorgestelde uitrustingen en meubilair rechtvaardigen, met name met verduidelijking van de noden op het te bedienen grondgebied, rekening houdend met de vooruitzichten en de dekking van bestaande instrumenten op dit grondgebied. Deze omvat de situatieschets, de beschrijving van de plaats en goederen, evenals een nota betreffende de toegangswegen en vervoermiddelen;

Art. 14. Het College verleent zijn principiële akkoord aan de toekenning van een toelage. Dit principiële akkoord is geldig gedurende een periode van twee jaar, en voor het verstrijken van deze termijn dient het voorontwerp van de werken te worden ingediend.

Art. 15. De aanvrager dient bij het bestuur een dossier van voorontwerp in.

Art. 16. Het dossier van het voorontwerp bevat de volgende elementen :

1° de administratieve documenten :

a) de beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging-bouwheer waarbij de studie wordt toevertrouwd aan een projectontwikkelaar;

b) het advies van het bestuur voor stedenbouw en ruimtelijke ordening;

c) het advies van de brandweer;

d) een attest dat aantoont dat de bouwheer in de mogelijkheid verkeert om bij te dragen tot de financiering van de werken;

e) de titel van eigendom of erfpacht van het gebouw of de huurovereenkomst en de overeenkomst bedoeld in artikel 8, 2°, van het decreet van 13 mei 2004.

2° de plannen :

a) het algemeen vestigingsplan met opgave van :

de niveaucurven;

- de plaats van het gebouw en het niveau van de onderste verdieping;

- het tracé van de riolering;

- de toegangsweg;

- de mogelijkheden tot bevoorrading met drinkbaar water en elektrische energie.

b) het lengteprofiel van de riolering;

c) de plannen van de verschillende niveaus, de gevelaanzichten en de hoofddoorsneden op 1 of 2 percent, met inbegrip van deze van de bestaande gebouwen in geval van aanpassingen;

3° de lijst van de bruto bouwoppervlakten per verdieping, de bestaande en deze die moeten worden gebouwd;

4° de lijst en de ramingen van de aannemingen die afzonderlijk zullen worden toegewezen;

5° voor elke aanneming, een beknopte technische nota die de bouwprocedures beschrijft, een gedetailleerde opgave biedt van de verschillende schikkingen die moeten worden genomen en aanduidt welk materiaal dient te worden gebruikt en welke installaties moeten worden voorzien.

Art. 17. Het College hecht zijn goedkeuring aan het voorontwerp dat hem wordt voorgelegd en dat het maximum subsidiebaar bedrag bepaalt.

Art. 18. In de mate waarin de centra voor gezinsplanning, de centra voor globale sociale acties, de diensten voor de opdrachten van bijstand, enerzijds aan de slachtoffers en hun naasten en anderzijds aan de beschuldigden en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten actief inzake druggebruik, de medische huizen, de diensten voor thuishulp, de diensten voor palliatieve en voortgezette zorgen, de coördinatiecentra voor verzorging en diensten voor thuishulp, de centra voor telefonische opvang, de initiatieven van beschut wonen en de coördinatie-organismen zich dienen te schikken naar de wetgeving op de openbare opdrachten, moet de opstelling van de projecten en het sluiten van de opdrachten conform zijn aan deze wetgeving.

Art. 19. Het project moet conform zijn aan het goedgekeurd voorontwerp.

Art. 20. Het dossier van bij het bestuur ingediende projecten omvat de volgende documenten :

1° De beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging die als bouwheer het bijzonder bestek, de plannen en het bedrag van de raming goedkeurt;

2° Het bijzonder bestek en de bijlagen ervan, met name de beschrijvende opmetingsstaat, het model van inschrijving en het model van samenvattende opmetingsstaat of het model van inventaris;

3° De globale plannen en alle gedetailleerde plannen die noodzakelijk zijn voor het goede begrip van de kunstwerken;

4° Een attest van de brandweer dat aantoonst dat het project voldoet aan de reglementaire normen;

5° Een ramend bestek dat is opgesteld per artikel van de samenvattende opmetingsstaat of de inventaris.

Art. 21. Het project, evenals de wijze van gunning van de opdracht zijn onderworpen aan de goedkeuring van het College.

Art. 22. Het bestuur wordt te gepasten tijde ingelicht over de datum van de opening van de offerten. Indien het bestuur dit nuttig vindt, dan kan het zich op deze opening laten vertegenwoordigen door een van zijn leden.

Art. 23. De aanvrager maakt aan het bestuur het dossier van de toewijzing van de opdracht over.

Art. 24. Het dossier bevat de volgende documenten :

1° het bijzonder bestek, het ramend bestek en de plannen die als basis hebben gediend voor de toewijzing;

2° de bewijzen van publiciteit of, desgevallend, van de raadpleging van andere inschrijvers;

3° de ingediende offerten en de bijlagen ervan;

4° een kopie van de weerhouden offerte;

5° het proces-verbaal van de opening van de offerten;

6° het verslag van de projectontwikkelaar over de aanbesteding;

7° de gemotiveerde beraadslaging waarin het bevoegd orgaan van de vereniging, die de bouwheer is, de aanduiding van de opdrachtnemer voorstelt;

8° een geannuleerd stortingsbulletin.

Art. 25. Na afloop van deze procedure neemt het College de definitieve beslissing wat betreft het verlenen van de toelage.

Art. 26. In de mate waarin de centra voor gezinsplanning, de centra voor globale sociale acties, de diensten voor de opdrachten van bijstand, enerzijds aan de slachtoffers en hun naasten en anderzijds aan de beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten actief inzake druggebruik, de medische huizen, de diensten voor thuishulp, de diensten voor palliatieve en voortgezette zorgen, de coördinatiecentra voor verzorging en diensten voor thuishulp, de centra voor telefonische opvang, de initiatieven van beschut wonen en de coördinatie-organismen zich moeten schikken naar de wetgeving op de openbare opdrachten, worden de opdrachten uitgevoerd overeenkomstig de geldende bepalingen inzake openbare opdrachten en met naleving van de hierna beschreven bijzondere voorwaarden.

Art. 27. Het bevel tot aanvang van de werken of levering van de toebehoren mag niet worden gegeven vooraleer de definitieve beslissing tot verlening van de toelage is genomen.

Op het ogenblik waarop hij dit bevel naar de opdrachtnemer stuurt, laat de bouwheer hiervan een kopie toekomen aan het bestuur.

Art. 28. Op het einde van elke maand wordt een vorderingsstaat opgesteld van de werken die voor akkoord dient te worden ondertekend door de aannemer, de projectontwikkelaar en de bouwheer.

Art. 29. De vorderingsstaten en de hiermee overeenstemmende cumulatieve staten moeten regelmatig worden opgesteld en bijgehouden op de werf, ter beschikking van het bestuur.

Art. 30. Er worden voorschotten op de toelage uitgekeerd aan de bouwheer tot negen tienden van de oorspronkelijke verbintenis, op voorlegging van de vorderingsstaten, de facturen, de desbetreffende schuldvorderingen en de tabellen die de uitvoeringstermijn rechtvaardigen.

Art. 31. Enkel de bijkomende of wijzigende werken – onafhankelijk van de wil van de bouwheer - die niet konden worden voorzien bij de toewijzing van de opdracht kunnen eventueel het voorwerp uitmaken van een bijkomende toelage.

Art. 32. Termijnverlengingen moeten het voorwerp uitmaken van een schriftelijke aanvraag van de aannemer of de leverancier en van een beraadslaging van de bouwheer; de onderbrekingen moeten het voorwerp uitmaken van schriftelijke bevelen tot stopzetting en hervatting, evenals van rechtvaardigingen. Deze documenten worden toegevoegd aan de facturen van de betrokken periodes.

Art. 33. De bouwheer gaat over tot de voorlopige oplevering tegen de voorwaarden die worden voorgeschreven door het algemeen bestek. Het bestuur wordt tenminste 15 dagen voor de voor de oplevering vastgestelde datum ingelicht.

Art. 34. Wanneer de werken voltooid en opgeleverd zijn, dan wordt het totaalbedrag van de toelage bepaald in functie van de eindafrekening, en het overblijvende tiende van de oorspronkelijke verbintenis wordt uitgekeerd aan de bouwheer.

Art. 35. De aanvrager dient bij het bestuur de eindafrekening van de aanneming in.

Art. 36. Het dossier van de eindafrekening van de aanneming bevat de volgende documenten :

1° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

2° een tabel tot vaststelling van het totaalbedrag dat verschuldigd is aan de aannemer;

3° de bewijsstukken en afrekeningen met betrekking op voornoemde tabel;

4° een samenvattende tabel van de vorderingsstaten;

5° de tabel met de rechtvaardiging van de uitvoeringstermijn en de bijlagen ervan;

6° desgevallend, de factuur betreffende de geotechnische proeven;

7° desgevallend, de facturen betreffende de aansluitingen op het gas-, water- en elektriciteitsnet;

8° desgevallend, de factuur van de eindafrekening.

Art. 37. Het bedrag van de aanneming, dat in aanmerking komt voor de toelage, omvat de volgende posten :

1° het totaal bedrag verschuldigd aan de aannemer, met aftrek van de niet-subsidieerbare posten van de inschrijving en van de niet-aanvaarde afrekeningen en wijzigende werken, maar met inbegrip van de contractuele herzieningen in verhouding tot het subsidieerbaar bedrag zoals deze voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek dat de gesubsidieerde aanneming regelt, en voor zover dit document het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande goedkeuring van het College zoals voorzien in de artikelen 24 tot 27;

2° het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;

3° het bedrag van de algemene kosten, welke forfaitair zijn vastgesteld op 7 percent van het totaal van de bedragen hernomen sub 1° en 2°;

4° de kostprijs van de eventuele geotechnische proeven;

5° de kostprijs van de eventuele aansluitingen op het gas-, water- en elektriciteitsnet, voor zover deze zijn uitgevoerd door de verdeelmaatschappijen.

Art. 38. Het College hecht zijn goedkeuring aan de eindafrekening van de aanneming en neemt desgevallend de beslissing tot het verlenen van een bijkomende toelage.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 39. Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 40. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 41. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Acties en Gezinnen en het Lid van het College bevoegd voor Gezondheid zijn belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 14 april 2005.

Voor het College :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College en belast met Gezondheid en Openbaar Ambt

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2151

[S - C - 2005/31286]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/258 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 juillet 2002, 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004 et 29 avril 2004;

Vu l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et à la Santé, donné le 23 mars 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2005;

Vu l'accord de la membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget, donné le 17 juin 2005;

Vu l'urgence motivée par le fait que les institutions doivent pouvoir effectuer la facturation des participations financières, étant donné la rétroactivité de l'arrêté au 1^{er} janvier 2005;

Vu l'avis 38.704/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les dispositions en vigueur en 2004 en matière de contributions financières des personnes handicapées à leur prise en charge au sein d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement contiennent des modalités d'application peu sûres sur le plan juridique;

Considérant que ces dispositions risquent de mettre en péril la situation budgétaire du Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la politique d'aide aux personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. La section 6 « Contribution financière » du chapitre III « Subventionnement » de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 6. — Contribution financière

Art. 50. Le centre perçoit le montant de la contribution financière auprès de la personne handicapée dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.